

EUROPE LES ENJEUX

## **Union européenne et zone euro : combien de divisions ?**

***Cacophonie. La Grèce réclame de l'aide et se dit prête à s'adresser au FMI. L'Allemagne menace. La France demande à Berlin de payer. La Commission européenne exige des mesures d'austérité plus radicales. Les États-Unis en embuscade.***

Cela part de tous les côtés... Les pays de la zone euro étalent leurs divisions. Mercredi soir, à Bruxelles, le premier ministre grec, Georges Papandréou, n'a pas exclu d'avoir recours au FMI pour une aide financière. Soit les pays de la zone euro se disent prêts à aider son pays à emprunter à des taux d'intérêt non prohibitifs, a-t-il déclaré, soit « la Grèce pourrait devoir choisir l'option de s'adresser au FMI », La Commission de Bruxelles, par la voix d'un porte-parole, a donné quitus au dirigeant grec en affirmant que ce que ce dernier envisage est « normal, logique et prudent ». Le premier ministre grec a en outre indiqué espérer que le prochain Conseil européen donnera son feu vert au plan élaboré par les ministres des Finances de la zone euro. Ce plan de « soutien » à la Grèce prévoirait l'octroi de prêts par les États de la zone à des taux d'intérêt supérieurs à la moyenne de la zone. Bien qu'ayant participé à la conception de ces mesures, l'Allemagne manifeste de fortes réticences. Mercredi, la chancelière allemande, Angela Merkel, a répété devant le Bundestag qu'« une manifestation de solidarité rapide ne peut pas être la bonne réponse » (lire ci-contre).

Ces déclarations interviennent dans un climat de rivalité exacerbée entre l'Allemagne et la France. Hier, la ministre française de l'Économie, Christine Lagarde, a fait mine de calmer le jeu en déclarant qu'il n'y avait « aucun différend franco-allemand » sur un éventuel plan de soutien à la Grèce, mais elle s'est bien gardée de revenir sur ses déclarations précédentes. Lundi, elle avait affirmé que les déficits et les dettes publics en Europe n'étaient pas les seuls déséquilibres déstabilisateurs, pointant du doigt les excédents commerciaux de l'Allemagne vis-à-vis de ses partenaires. Mercredi, elle a enfoncé le clou en enjoignant Berlin « d'abaisser les impôts » afin de stimuler sa demande intérieure et de favoriser les exportations de ses partenaires.

En tenant ces propos, la ministre française ne met pas en cause cette domination allemande autour de laquelle toute la construction européenne – l'euro, la BCE, les critères de convergence et le pacte de stabilité... – est bâtie, elle réclame seulement que Berlin accepte de faire une place importante à Paris sous son parapluie.

Ce jeu d'opposition et de rivalité entre les deux des principaux partenaires de l'Union européenne intervient en outre dans un contexte de guerre économique entre grandes puissances à l'échelle du globe. ***L'omniprésence actuelle en Europe de Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, organisme international de régulation monétaire, dans la réalité bras armé des États-Unis, montre que ces derniers voient dans la crise grecque l'occasion de s'immiscer un peu plus dans les affaires européennes.***

Ce mercredi également, la Commission de Bruxelles a ramené les autorités françaises et treize autres pays de l'Union européenne à cette réalité des traités en évaluant de manière critique leurs « programmes de stabilité et de convergence », qui visent à réduire leurs déficits et leurs dettes publics. Globalement, elle reproche à la majorité des 14 États leurs « hypothèses de croissance [...] plutôt optimistes », leur « stratégie d'assainissement budgétaire » n'étant « pas suffisamment étayée par des mesures concrètes à compter de 2011 ».

Selon la Commission, la France est particulièrement visée par ces reproches. En effet, la stratégie qu'elle définit « ne laisse aucune marge de sécurité si la situation économique évolue moins bien que prévu », aussi l'invite-t-elle « à préciser la stratégie budgétaire qui lui permettra de corriger son déficit excessif et de réduire sa dette ».

Autrement dit, le gouvernement Sarkozy est appelé à préciser rapidement les mesures d'austérité renforcée que, pour des raisons électorales, il a encore laissées dans le flou. Le Parti communiste français a hier réagi à cette mise en demeure de la Commission en condamnant cette invite à déployer des « mesures de rigueur budgétaire et les politiques structurelles de régression sociale ». Il réclame la mise « à contribution des revenus de la finance responsables de la crise actuelle ».

En vérité, les dirigeants européens s'engagent dans une véritable fuite en avant. Au travers de propositions diverses, ils envisagent d'ajouter de nouveaux corsets à la camisole des règles édictées par les différents traités contre le développement d'une dépense publique utile. Le pacte de stabilité a fait la preuve de son inefficacité, on propose donc d'en rajouter une couche. Cette fuite en avant est dangereuse pour les peuples.

Pierre Ivorra